



Compte rendu

Bucarest – Roumanie – Mardi 5 mars

I. Résumé du débat :

Les sujets qui ont pu être abordés reflètent les centres d'intérêt des Français de Roumanie. Il a été question principalement de transition écologique, d'Europe, de démocratie et de fiscalité. La présence de jeunes a permis d'enrichir les thématiques abordées avec leur propre regard.

Le débat, hébergé par la crêperie Nominoë, a été organisé par la fondation Actus, à l'initiative du député Frédéric Petit et en collaboration avec les conseillers consulaires Dana Gruia-Dufaut, Christian Lemaître et Benoît Meyrand. Il s'inscrit dans la continuité du débat précédent organisé par les trois conseillers consulaires le 9 février à Bucarest.

II. Déroulement du débat

1. Accueil par le député Frédéric Petit et rappel du cadre de la discussion

- Présentation du Grand Débat et de la plateforme en ligne granddebat.fr
- Rappel des règles du débat : Les quatre thèmes proposés sont un fil conducteur et chacun s'exprime librement, dans le respect de l'autre. On cherche des discussions avec des « désaccords fraternels ».

Modérateur : Benoît Meyrand. Prise de notes : Yoann Thériaud

2. Premier tour de parole sur les souhaits de thèmes à aborder

Proposition de thème de discussion : Transition énergétique et écologique

Proposition de thème L'écologie, notamment 1 face aux déplacements massifs de population des réfugiés climatiques et sur les solutions à apporter au niveau européen et 2 pour proposer des solutions locales, mais aussi globales et pérenne, au-delà de la France.

Proposition de thème : Démocratie, citoyenneté et représentation des citoyens

Proposition de thème : la fiscalité (y compris évasion fiscale)

Remarque : Inciter les gens à faire des efforts, à ne pas se contenter des aides sociales

Proposition de thème : L'immigration, sujet qui concerne particulièrement les Français à l'étrangers, qui sont tous des immigrés

Réaction au sujet de la situation en France : Ce qui m'a surpris, c'est l'ampleur du mouvement des gilets jaunes – quand même avalisé par 75 % des Français et par 50 % par la suite. En voyageant, je m'aperçois qu'en France, le niveau de prestations est très élevé, et s'il y a des différences entre les services et à l'école, on a un des systèmes de santé les meilleurs au monde et des écoles excellentes. Les gens en réclament davantage, et on est le pays le plus taxé au monde. Par exemple dans l'immobilier, il y a des taxes très fortes. Comment peut-on donner plus alors qu'on est déjà au max de ce qu'on ponctionne ?

Malgré la diversité des propositions, le modérateur voit clairement émerger quelques grands thèmes mentionnés à plusieurs reprises dans les interventions :

- *la transition énergétique*
- *l'Europe*
- *la démocratie et la représentativité citoyenne*
- *la fiscalité et les dépenses publiques.*

Thème 1 : Transition écologique

Intervention : J'ai été choqué par l'huile de palme. **Proposition :** l'import de cette huile devrait être strictement interdit en France. Un certain nombre de mesures fortes doivent être prises pour avancer sur les multinationales.

Remarque : La compensation écologique est aussi un problème global : Quand on propose de planter des arbres au Guatemala (par lors de l'achat de billets d'avion en ligne), je trouve ça aberrant. On a le droit de polluer tant qu'on paye ? L'écologie, ce n'est pas ça ! La compensation écologique, ça a l'air bien sur le papier. **Proposition :** supprimer la compensation écologique...

... **Réaction à la proposition formulée :** On supprime les avions ?

Réponse : Oui, on devrait voyager moins. C'est peut-être difficile pour notre mode de vie, mais c'est pour sauver la planète, c'est une cause juste.

Rappel et remarques : Le principe pollueur-payeur, c'est « je paye parce que je pollue ». Souvenez-vous de la crise du pétrole des années 1970. On se chauffait à 20° dans les appartements, rien ne s'est passé, on s'est habitué à 18°.

Tout changement passe par l'éducation. Exemple du gâchis alimentaire, de l'usage de la voiture pour les petits trajets. Il faut changer les comportements. Là l'école et l'éducation nationale ont un rôle à jouer. Proposition : mieux éduquer la jeunesse. On parle d'un service (civique) écologique.

Rappel du contexte : En 2006, on a atteint un pic pétrolier. Les Etats-Unis doivent multiplier par trois leur consommation de gaz de schiste s'ils veulent poursuivre leur croissance jusqu'en 2020. La croissance semble être arrivée à un plateau.

Remarque : Sur les droits à polluer (marché d'émission de CO2), on a fait des erreurs.

Remarque : Des erreurs, on en fait. On a dit des années qu'il fallait acheter des voitures diesel.....

Retour sur une remarque précédente : on interdit les objets en plastique dans l'UE, on peut très bien interdire l'huile de palme.

Remarque : Sur l'agro-alimentaire, quand on sait que 1kg de bœuf nécessite 16000 L d'eau, on peut se demander si des pistes sont à envisager pour éviter la faim dans le monde.

Remarque : Sur le lien entre écologie et immigration : Depuis la fin de la 2^e guerre mondiale, on n'a rien fait pour le développement de l'Afrique et pour aider les pays du Moyen-Orient. Une solution est simple est d'aider ces pays-là à se développer chez eux. Les Américains et les Chinois apportent leur aide, et au niveau européen, on n'a rien fait. **Proposition** : faire en sorte de leur donner du travail là où ils sont (coopération et développement).

Réaction : Je comprends ce que vous dites. Avec le problème de l'ingérence politique, on l'a fait et ça n'a pas aidé, on l'a fait on niveau politique, pas pour le développement.

Précisions du député : Je voudrais parler de l'aide publique au développement. Une règle a été fixée au niveau mondial, que chaque pays donne 0,75 % de son PIB – la France est à 0,35 %, elle s'est engagée à passer à 0,55 %. Sur l'ingérence : on mène des actions avec l'accord des pays (par ex. au Mali), et aussi dans un cadre multilatéral. Sur l'aide financière : On a une grosse évolution, avant en France, cette aide était à 90 % sous forme de prêt, et on est en train de revenir à moitié de prêt et moitié de don, ce qui sera plus efficace.

Réaction : Il faudrait créer des emplois dans ces pays, et supprimer la corruption dans les pays africains, et aussi en Roumanie.

Remarque : Comment faire concrètement pour que cette aide arrive en Afrique sans être captée par les élites ? Et comment faire ici (en Roumanie) ?

Réaction supplémentaire : ce qui nous manque, c'est l'Etat de droit.

Remarque supplémentaire : C'est une évidence.

Thème 2 : Europe

Modérateur : Parlons d'Europe, une élection se prépare dans quelques mois....

Remarque sur l'économie : En France, on a un chômage à environ 9 %, en zone Euro, environ 6 à 7 %. En Union européenne c'est encore un peu au-dessous. Proposition : Si on veut vraiment développer l'Europe, c'est peut-être le moment de globaliser le marché du travail.

Remarque : L'Europe a améliorer le quotidien de tout le monde.

Remarque : Sur le système universitaire, en prenant l'exemple des études de médecine en Roumanie, la Roumanie investit dans les études (Réactions : les étudiants payent eux-mêmes) – ok prenons un autre exemple : il y a des gens formés en France, qui vont travailler dans de grandes entreprises

allemandes et suisses. Il n'y a pas de redistribution vers l'argent public qui a financé ces études.
Proposition : mieux égaliser cette zone Euro, pleine de promesses.

Remarque : Pour moi, il y a deux problèmes :

- Les gens ne se rendent pas compte de ce qu'apporte l'Europe. Grâce au Brexit, c'est plus visible : en Europe, on peut voyager, étudier, etc.
- Malgré la démocratie et le parlement européen, on ne sait pas trop d'où viennent les directives. Quel est le rôle du parlement européen ? de la Commission, qui a un rôle très important ? et la politique agricole commune ? Est-ce qu'on aide aussi l'agriculteur local ?

Remarques du député : Sur la corruption, enjeu important, je peux partager une expérience : je crois que ce qui a nettoyé la Pologne, c'est les PME (petites et moyennes entreprises). Avoir des entrepreneurs qui petit à petit prennent des responsabilités, et qui finissent par dire « ça suffit ! » (exemple : référence à l'Euro de football en 2012 où de nombreuses entreprises et sous-traitant, qui n'avait pas été payé à temps par les autorités locales et/ou nationales, ont fini par être payés lorsqu'ils ont failli bloquer l'ouverture de la compétition par leur opposition – les collectivités et organismes publics ont alors compris qu'ils devaient les payer dans les temps).

Sur la jeunesse et le marché du travail en Europe : il faut travailler sur la mobilité européenne retour, aller vers l'équilibre des normes de services et de travail. Actuellement la balance penche à l'Ouest (les jeunes quittent l'Est vers l'Ouest de l'Europe sans revenir et les jeunes de l'Ouest vont peut-être à l'Est). Par exemple, actuellement la France en Tchéquie a une politique active pour aller chercher les Français et accompagner leur expatriation en Tchéquie.

Sur les valeurs Europe : Je vois qu'il faut encore parler de la question des valeurs : qu'est-ce qu'on raconte au monde, et qui nous définit ? Il y a par exemple des valeurs comme le multilinguisme, la séparation de la vie privée de la sphère publique.... Toutes ces valeurs, si l'Europe se désagrège, elles vont manquer au monde.

Remarque : On a 74 députés européens en France (Réaction : bientôt 79 ! (contexte du Brexit)). La fonction est de faire le lien avec le peuple. Combien d'entre-nous ont déjà contacté son député européen ? (environ 4 doigts se lèvent)

Thème 3 : Démocratie et représentativité

Modérateur : Cela nous fait une transition toute naturelle vers les questions de démocratie, représentativité, vote obligatoire, RIC...

Remarque d'une lycéenne : L'éducation sur l'Europe, je trouve que ça manque dans les cours d'éducation civique. L'année dernière j'ai eu la chance de visiter le Parlement européen, et j'ai vraiment découvert toutes ces choses.

Remarque : Combien de personnes (parmi les participants) ont écrit à leur député ? On parle de crise de la représentativité. C'est parce qu'il n'y a plus de débat qu'on organise le grand débat national, il y a un besoin de se faire entendre. Ce débat est utile pour donner la parole à des gens qui ne se sont jamais exprimés. Même si on a l'impression d'avoir peu de choses à dire ou si on est un peu maladroit, prendre la parole est une bonne chose.

Mais, sur le référendum, je pense que c'est un piège à éviter, on l'a vu sur le Brexit, peut-être que les Britanniques regrettent amèrement.

Réaction :écrire à son député, tous les députés de répondent pas – même si Frédéric Petit le fait...

Remarque : Je vois aujourd’hui qu’il y a beaucoup de jeunes, ce n’est pas toujours le cas (dans les débats de ce genre) et on peut s’en réjouir.

Remarque : Tout revient souvent à l’éducation. Sur le référendum, on a dit que les gens faisaient n’importe quoi. Mais si on a été éduqué à l’école, si on est informé sur les enjeux de la question, je pense que les citoyens peuvent juger. Le problème de la représentativité est que les gens se sentent déconnectés. C’est vraiment dommage. Il faut réformer la démocratie et il faut réformer l’éducation.

Remarque : défense du cumul des mandats, qui permet d’être proche du terrain, comme les sénateurs-maires ou les députés-maires.

Remarque : La France favorise les grands partis. La stabilité est favorisée à l’Assemblée nationale. Nous voyons en Italie une situation opposée. Proposition : élection proportionnelle. Où le Front national a-t-il ses scores les plus élevés ? pas dans les grandes villes, pas non plus dans les campagnes, plutôt dans les petites villes. La non-représentation au parlement crée des frustrations.

Concernant les élections, n’oublions pas les influences étrangères, notamment la Russie. Le référendum est complexe, en Roumanie, le référendum est aussi une voix assez dangereuse, on le voit aussi ailleurs avec le Brexit : c’était un faible pourcentage, une fluctuation.

Remarque : Les référendums ponctuels, tenus rarement, au milieu d’un siècle, sont différents des référendums réguliers...

....**Réaction** : on parle d’un modèle suisse.

Remarque : Je voudrais juste rappeler que le fondement de la République est la gestion par les élus sous le contrôle du peuple. L’opposé ne marche pas.

Question : et le vote obligatoire ?

Réponse : Au Brésil, le vote est obligatoire. Il y a des sanctions : Vous avez des sanctions administratives, notamment si vous voulez travailler dans la fonction publique, vous n’avez pas d’autorisations dans les banques, vous ne pouvez plus participer aux cours pour l’université.... C’est une autre approche.

Remarques du député Petit :

- Au sujet des gilets jaunes, cette crise est un mouvement citoyen. Il y a certainement de l’intelligence dans les ronds-points. Je ne dis pas que c’est démocratique au sens où ça ne permet pas de prendre des décisions pour tous. Il y a l’individu qui fait la foule et il y a le peuple qui est composé de personnes.
- Evidemment il y a un problème de démocratie et de vérité. On a parlé d’experts : tout le monde n’est pas expert sur le budget de l’Etat (j’ai organisé des séminaires citoyens d’information à ce sujet), mais les citoyens doivent pouvoir reconnaître la vérité. Sur le Brexit par exemple, on a menti.
- Je suis très prudent sur le cumul des mandats (en réaction à la remarque qui y était favorable). Avec la question de la représentativité, il y a la question de la légitimité des décisions : qui parle et au nom de qui ?

- Sur le référendum, je rappelle qu'il existe un référendum d'initiative non gouvernemental (initiative partagée parlement / citoyens). Je suis favorable à plus de solutions référendaires, et aussi pour maintenir la démocratie par délégation.
- Je suis pour la réduction du nombre de parlementaires. On pourrait avoir un peu moins de parlementaires, mieux organisés.
- Je suis contre le vote obligatoire, c'est un honneur de voter.

Question : Le président de la République ne peut pas cumuler plus de deux mandats dans le temps. Y êtes-vous favorable pour tous les élus ?

Réponse du député Petit : Oui, on va réessayer de la faire passer. C'est aussi une question qui concerne le statut de l' élu, qui comprend le retour à la vie professionnelle. Le Modem est également favorable au projet de banque de la démocratie.

Intervention : Je ne suis pas forcément contre le cumul des mandats, mais je pense que la transparence est essentielle, sur le modèle scandinave.

Un autre sujet essentiel est la décentralisation. Les citoyens doivent se sentir mieux représentés, et le local est plus proche.

Thème 4 : Fiscalité et dépenses publiques

Modérateur : Il a été proposé de parler de fiscalité, impôts, évasion fiscale, CSG des expatriés et de « comment dépenser mieux » ?

Remarque : dépenser mieux, une question qui mérite d'être abordée. Comment aujourd'hui peut-on continuer dans un système qui permet à une ville comme Paris de payer la décoration d'un cœur (Porte de Clignancourt) à 650 000 € ? **Proposition** : mettre davantage en concurrence : pour la sécurité sociale, les retraites.... C'est un sujet un peu tabou, mais il y a des choses à faire. Il y a plein de dossiers de mauvaise gestion qui sortent. Rien n'est fait. **Proposition** : reprendre les erreurs qui ont été faites pour sanctionner et corriger.

Remarque : Depuis 1976 [1974 ?], pas un seul budget de l'Etat n'a été voté à l'équilibre.

Remarque : Le déficit de l'Etat c'est 30 % du budget.

Remarque : On a régulièrement des communications de la Cour des comptes qui montrent la gabegie.

Proposition : Que son rôle soit moins consultatif [que la Cour des comptes soit plus puissante].

Regard différent : Et si on se dirigeait vers la source des problèmes : La façon dont nous fonctionnons, chacun de nous ? Derrière tout ça, il y a un cerveau reptilien. Tout se joue en fonction des émotions. Les décisions prises sont souvent émotionnelles, pas logiques. **Proposition** : développer l'éducation, chercher le pourquoi de nos actions, nous interroger nous-mêmes. **Exemple** : Si quelqu'un prend de l'argent, que ce soit par vol ou par corruption, c'est qu'il cherche à satisfaire un besoin. Si on réfléchit à comment répondre à ces choses autrement qu'avec de l'argent, le problème disparaît. Lorsque nous parlons de tous ces problèmes (mauvaises décisions, manque de démocratie), ne faut-il pas aborder tout ce qui génère ces problèmes ? Il n'y a pas de « eux et nous ». Avant de dire « il faut changer les lois », si on se changeait nous-mêmes ?

Suite des remarques sur les finances publiques : Je connais des hommes politiques qui gèrent des budgets publics. Globalement, les institutions ne sont pas si mal gérées que ça. Il y a des manques dans les hôpitaux (médecins, infirmières) et les crèches (éducatrices), mais le vrai problème est le nombre de personnes pour les gérer. Le problème de l'Etat français est qu'il dépense énormément d'argent

pour gérer quelque chose qui va fonctionner mais qui coûte très cher, quasiment le double. On est tous allés à la Poste, on voit que le système de gestion est trop lourd. Exemple de l'hôpital il vaudrait mieux ajouter des infirmières et retirer des fonctionnaires à Paris. Il faut faire des économies. C'est très dur, quand on enlève des personnes, par exemple dans les PTT, des gens se sont suicidés. Avec la privatisation de France-Telecom / Orange, on a gardé 100 000 postes dans les PTT. Les concurrents internationaux avaient 40 000 postes. On s'en est rendu compte parce que l'Etat a vendu l'entreprise. Ça passe par l'éducation. Sinon on dépense plus que nos moyens et on endigue le futur de nos enfants. Comment fait-on pour mieux gérer ? Où l'Etat peut-il faire des économies dans la gestion ?

Remarque : On parle des « acquis » en France. On a tendance à oublier d'où ils viennent. Les retraites à 65 ans du milieu du XXe siècle : on a oublié de dire que l'espérance de vie à l'époque était de 58 ans. On ne veut pas revenir dessus.

Remarque : Je pense que les jeunes gens ont une vision du monde complètement différente. L'Etat français, ça a l'air très compliqué. On dirait une entreprise, qui était petite au départ, et on a ajouté de plus en plus de choses ici et là. Les gens disent « on voit les services se faire la guerre parce qu'on n'est pas du même camp », alors qu'on pourrait coopérer ensemble.

Remarque : Je pense qu'il est urgent de remettre l'homme au centre. La social-démocratie est fondamentalement un système de répartition. Sur l'hôpital, comme sur l'école, c'est pas une entreprise. On ne peut pas gérer un hôpital comme une entreprise. Avec les gilets jaunes, on voit des gens qui font du Burn Out à 30 ans, et je trouve ça scandaleux.

Remarque : On parle de la carotte et du bâton. Il faut aussi punir. Exemple : pourquoi les Roumains sont-ils irrespectueux du code de la route et des règles chez eux et pourquoi les respectent-ils à l'étranger ? Sur les acquis sociaux, le système français est exceptionnel, néanmoins, je pense qu'il faut prendre en compte les évolutions de la société. Sur la gestion : le gaspillage peut être évité partout : entreprises, écoles, hôpitaux.

Remarque : Le taux d'imposition est très élevé en France. La pratique, c'est que les grandes entreprises en France ne payent pas leurs impôts. Proposition : baisser la fiscalité pour les PME qui tirent la croissance et génèrent de l'emploi et retirer les niches fiscales et l'évasion fiscale aux grandes entreprises qui ne payent pas leurs impôts.

Remarques du député Petit en réponses à certains sujets abordés : Eclaircissements apportés sur les retraites (le gouvernement s'est engagé à mener la réforme), sur l'éducation (l'école a ajouté à ses savoirs fondamentaux le respect d'autrui), sur la transparence des institutions et l'accès à l'information sur les dépenses publiques (rappel des sites internet consultables), sur la nécessité d'améliorer le fonctionnement de la fonction publique sans supprimer les acteurs de terrain compétents (infirmières, directeurs d'école, etc.) qui fournissent des services au plus proche des citoyens, et sur la dette (distinguer dépenses de fonctionnement et d'investissement).

Propositions pour plus de démocratie et de pédagogie : Pour améliorer le fonctionnement des impôts, développer davantage de dialogue et d'explication. Sur la démocratie : souhait de davantage de consultations et de sollicitation des acteurs concernés avant les prises de décision. Concernant les élèves de collège/lycée : « ils se sentent mis de côté au sein de la société, ils ont besoin de davantage d'écoute ». Besoin également de renvoyer de nouveaux modèles pour les jeunes qui souhaitent le modèle de la course à la consommation. Proposition de développer davantage la créativité à l'école (un peu comme à Montessori) : « Les élèves du lycée français se concentrent sur les prépas, pas sur la musique ou l'art, et je trouve ça dommage pour eux. »

Remarque : Concernant la situation européenne à l'approche des élections : « J'ai fait de l'histoire, je suis de plus en plus inquiet, ça ressemble de plus en plus aux années trente, je trouve. La France est le pilier de l'Europe. Comment redonner une colonne vertébrale à une Union européenne qui risque de partir dans tous les sens ? »

Remarque du député Petit : Je pense qu'il faut aller vers les élections européennes avec un projet transnational. Rappel de la Lettre du Président de la République aux citoyens d'Europe et de la déclaration de Bilbao de 2019 du Parti démocrate européen.

Remerciements pour la qualité des échanges. Fin du débat.